

Les scènes historiques et contemporaines



D'autres scènes, cette fois-ci historiques, sont également jouées au plateau sous forme de « flash back ». Les personnages, porteurs de mémoires, nous plongent dans ces

scènes successives. Ces scènes ont été écrites en improvisation ou bien en amont afin d'éclairer le sujet sous un autre angle, celui du contexte historique et des enjeux politiques.

L'attentat du Casino de la corniche



La Casino de la Corniche était un lieu très fréquenté par les jeunes Européens d'Algérie et les militaires en permission à partir de 1954. Beaucoup de groupes de musique s'y produisaient, notamment Lucky Starway et son orchestre, célèbre chef d'orchestre juif Algérien. Or, le 9 juin 1957, une bombe posée par le FLN explose au casino de la Corniche, faisant 8 morts et 92 blessés. Lucien

Seror, a perdu la vie, sa chanteuse eut les pieds arrachés, le danseur les jambes sectionnées....

Nous avons choisi de traiter cet attentat car il symbolise l'escalade de la violence qui sévit à Alger en 1957 dans l'affrontement qui oppose les militants du FLN et les militaires. De plus, il crée un lien invisible et imaginaire avec l'attentat du Bataclan en novembre 2015.

**Et le cœur
fume encore**

Les Accords d'Évian, 19 mars 1962

Les Accords d'Évian sont l'aboutissement de deux ans de négociations entre le GPRA (Gouvernement provisoire de la République Algérienne) et le gouvernement français, conduit par Louis Joxe.

Le 16 septembre 1959, le Général De Gaulle envisage la possibilité d'une indépendance en annonçant dans un discours l'auto-détermination des Algériens *via* un référendum. Pour les nationalistes algériens, c'est un moment extraordinaire : c'est la première fois qu'un haut responsable politique français ouvre la porte à l'indépendance.

Le processus vers un accord de paix est donc engagé.

Les Accords d'Évian marquent la fin d'une guerre et sont des accords fondamentaux dans l'Histoire. Ils sont approuvés très massivement par référendum le 8 avril 1962.

Deux thèmes principaux ressortent des accords :

1 ● Le sort du million de français d'Algérie.

Les négociateurs prévoient un maintien de centaines de milliers de Français d'Algérie sur place, environ 600 000, et un rapatriement en métropole d'environ 400 000 Français d'Algérie. Or, au vue du contexte de violence qui a suivi le mois de mars 1962, l'immense majorité de cette population a quitté l'Algérie.

2 ● Le Sahara.

Jusqu'en septembre 1961, le gouvernement français a tenté de garder le Sahara en travaillant à une partition de l'Algérie qui serait coupée

en deux. Car l'enjeu de conserver le Sahara réside dans la perspective de l'exploitation du pétrole et la poursuite des essais nucléaires qui avaient commencé pendant la guerre en 1959. Or, pour les Algériens il n'était pas question de cette partition. Face à ce refus, en septembre 1961, le Général de Gaulle reconnaît la souveraineté algérienne sur le Sahara. À partir de ce moment-là, il est possible désormais de négocier pour les Algériens les intérêts français. Les Français obtiennent donc le maintien de leur base militaire en Algérie et la poursuite des essais nucléaires jusqu'en 1967. Jusqu'à la nationalisation des hydrocarbures algérien de 1971, les Français ont sauvegardé leurs intérêts économiques dans ce domaine.

Après le cessez-le-feu, il y a une explosion de violence en Algérie du fait de l'OAS qui voulait empêcher que se réalise le processus d'indépendance. On bascule dans une totale irrationalité avec une vague d'attentats sans précédent qui est certainement une période des plus violentes de la guerre. Ce sursaut de violence est un échec car le référendum pour l'autodétermination de l'Algérie a bel et bien eu lieu le 1er juillet 1962, où il a été ratifié à plus de 99%.

Nous avons choisi de rejouer une partie des négociations des Accords d'Évian tout en les faisant commenter par Jean-Paul Sartre pour témoigner de l'échec de ces accords dues à des tractations politiques et qui ont abouti à des désastres : décès, exil, vagues de violence.

L'arrivée des pieds-noirs à Marseille

Malgré la clause des Accords d'Évian prévoyant que la majorité des Français d'Algérie pouvait rester en Algérie, au vue des vagues de violence, la quasi-totalité de ce que nous appellerons « pieds-noirs », arrive en métropole. Ils sont composés d'Européens d'Algérie, de juifs Algériens et de harkis. Ils débarquent en bateau d'Alger à Marseille à partir de mars 1962. Ils ont tout quitté, viennent avec quelques valises et pour la plupart n'ont jamais mis les pieds en métropole. Ils découvrent donc un nouveau pays, la France, dans la douleur et l'arrachement, sentiment qu'ils n'oublieront jamais. La métropole, quand à elle, n'est absolument pas prête à accueillir un tel nombre de rapatriés. Entre avril et juillet 1962, ils sont plus de 700 000 à revenir en France, dont 450 000 à Marseille en fuyant les violences de l'Algérie. Le maire de Marseille, Gaston Defferre, déclare : « qu'ils aillent se réadapter ailleurs ».

« Au total, seuls 90 000 rapatriés, sur les 450 000 qui ont débarqué à Marseille en 1962, ont pu être pris en charge par les autorités, souligne l'historien marseillais Jean-Jacques Jordi, spécialiste de l'histoire des rapatriés d'Algérie. Les autres ont été contraints de se débrouiller par eux-mêmes, et d'aller à l'hôtel, même si certains ont aussi pu compter sur la solidarité des associations. »

Ils connaissent une double hostilité. À la fois, ils sont accusés par les communistes d'être des racistes qui avaient colonisé les Algériens :

« Les communistes ont d'emblée affiché une forte hostilité à l'égard des rapatriés d'Algérie, collectivement accusés d'être autant de gros capitalistes, de racistes qui avaient fait « suer le burnous », et méritaient ce qui leur arrivait », poursuit Jean-Jacques Jordi. Sur le port, à l'été 1962, les dockers, tous encartés CGT, ont ainsi peint sur des banderoles des messages de bienvenue tels que « Pieds-noirs, rentrez chez vous » ou « Les pieds-noirs à la mer ». Débarquant des milliers de caisses contenant du mobilier et d'autres biens en provenance d'Algérie, les employés du port en dérobent près du quart, et laissent pourrir dans l'eau une bonne partie du reste, détruisant ce qui constitue à leurs yeux une opulence bien mal acquise.

À l'inverse, les juifs Algériens (estimés à près de 130 000), ont subi le racisme de la part des Français, en les accusant d'être des « arabes », car ils étaient présents sur le territoire algérien bien avant la colonisation française, depuis l'Antiquité.

Le match de foot de 2001

Quelques semaines après l'attentat du 11 septembre 2001 à New-York, la France prépare un événement prévu de longue date : un match de football amical entre la France et

l'Algérie. Fruit d'une volonté politique, il doit symboliser la réconciliation entre les deux pays, 40 ans après l'indépendance.



Les bleus une autre histoire de France, S. Dauger, P. Blanchard, D. Dietz, 2016.

Le soir du match, l'enceinte du stade de France est placée sous haute surveillance. Quelques heures plus tôt, la presse a transmise une note des Renseignements Généraux prévoyant des débordements, note qui fut également transmise au gouvernement de Lionel Jospin. Marie-George Buffet et le Premier Ministre ont pris la décision de maintenir le match. Dès l'entrée dans le stade, l'ambiance est électrique. Thierry Henri aurait même dit à Mehdi Meniri, joueur de l'équipe d'Algérie « ce soir vous allez jouer à domicile. »

« On a demandé au football de recouvrir toutes les plaies encore saignantes de la guerre d'Algérie. »

Karim Nedjari, journaliste

La Marseillaise est sifflée, les joueurs sur le terrain eux-mêmes relatent qu'ils ne l'entendaient pas. A la soixante-quinzième minutes de jeu, l'équipe de France domine et les premières intrusions ont lieu.

Au moins deux cent supporters de l'équipe d'Algérie se précipitent sur la pelouse. Là, se situe la complexité de cette intrusion : ce sont de jeunes ou moins jeunes Français venus supporter l'Algérie qui descendent sur le terrain et qui en 1998 défilaient sur les Champs-Élysées avec un drapeau français dans une main et algérien dans l'autre. Pourquoi donc ces français descendent sur le stade et interrompent le match ?

« Beaucoup de voix s'élèvent pour protester contre ce match de football mais Marie-George Buffet, alors ministre de la jeunesse et des sports, veut que cette rencontre se maintienne et qu'il y ait un discours positif autour de ça : la France et l'Algérie ne se sont jamais rencontrés dans un match officiel de football depuis la fin de la guerre d'Algérie. (...) Ce match là était donc plus qu'un match de football, c'était un match politique. »

Yvan Gastaud, historien



Les bleus une autre histoire de France, S. Dauger, P. Blanchard, D. Dietz, 2016.

« C'est un souvenir très douloureux car on avait beaucoup rêvé de ce match. C'est un souvenir d'un échec assez violent. »

Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports (1997-2002)

Lilian Thuram les interpelle, presque les larmes aux yeux, en leur disant : « Tu ne te rends pas compte du mal que tu es en train de faire au football, à ton pays ? » Il craignait de tout ce qu'on pourrait dire de tendancieux, de faux, de récupérateur. Ce match de la réconciliation dont rêvait Marie-George Buffet s'achève dans la confusion et la déception. Il n'ira jamais à son terme et il reste aujourd'hui dans la mémoire collective comme un gâchis et une rupture.

Quelques mois plus tard, l'extrême droite se saisit du symbole et Bruno Mégret annonce sa candidature à l'élection présidentielle de 2002 devant le Stade de France en déclarant : « il faut remettre de l'ordre en France. »

Les réactions, témoignages, analyses autour de ce match sont très nombreuses et c'est à partir de ces matériaux que nous nous sommes inspirés pour concevoir et écrire cette scène. Ce qui nous intéresse est comment la mémoire de la guerre

d'Algérie se lit en filigrane, comment cet événement parle de la troisième génération après la guerre d'Algérie, de ces héritiers vivant en France, de leur intégration et de leur identité derrière ce match paradoxal :

« Pourquoi on a fait ce match d'ailleurs ? Au nom de quelle symbolique demande-t-on aux joueurs de résoudre quelque chose qui n'a pas été résolu. »

Claude Askolovitch, journaliste

« C'était le moment de pacifier les choses et le foot a ce pouvoir de faire le lien entre les gens. Et pour moi c'était très important de faire ce match. (...) Et là je me dis « qu'est ce qu'ils sont en train de faire ? » Ce qui m'énervait c'est que je voyais des gens sur le terrain avec le sourire. On avait l'impression qu'ils étaient en train de courir dans un pré ! Ils étaient heureux. C'est ça le problème. À aucun moment ils n'ont compris l'impact médiatique et politique de ce qu'ils allaient faire. Je pense qu'à ce moment il fallait rester sur le terrain et leur expliquer ce qu'ils étaient en train de faire. »

Lilian Thuram, joueur de l'équipe de France (1994-2008)